

Situation hydrogéologique préoccupante

Si le manque de pluies et le niveau faible des nappes phréatiques ne constituent pas une menace pour la végétation actuelle encore en dormance, ils sont de plus en plus préoccupants pour la campagne à venir. Les cours des céréales et des oléagineux poursuivent leur baisse. Les ventes de vins de la vallée du Rhône ainsi que les exportations de beaujolais sont très en retrait. Les élevages commencent l'année avec des prix de vente toujours aussi élevés et une production en baisse, notamment sous l'effet d'une décapitalisation qui ne faiblit pas.

SYNTHESE DU MOIS

Météo – Un mois gris et encore coupé en deux

Après une première quinzaine douce, le froid s'installe. Les pluies sont déficitaires de 38 % et les températures restent excédentaires de 0,7 °C.

Contexte national, international

- Le BRGM annonce des nappes phréatiques majoritairement basses à très basses en France. A la veille du printemps, la situation devient préoccupante pour les cultures d'autant que les pluies de février ne devraient pas être abondantes.

Grandes cultures – Baisse envisagée des surfaces de maïs

Les prévisions d'assolement 2023 montrent cette année encore une diminution des surfaces de maïs, qui ont baissé de 30 % en 13 ans. L'assolement des autres cultures est stable ou légèrement en hausse. Le froid de janvier permet de limiter les risques sanitaires. Les cours des céréales et des oléagineux continuent de diminuer en France, sans vraiment savoir à quel niveau se fera la stabilisation des prix.

Contexte national, international

- La parité euro / dollar encore en défaveur de l'euro en janvier, obligeant les opérateurs à négocier les prix pour rester compétitifs sur un marché mondial du blé proche de la saturation en ce moment. Les cours mondiaux du blé fléchissent.
- Les cours américains du maïs sont en revanche plus stables sous l'effet d'une moindre production attendue : le phénomène climatique «La Niña» limite les pluies en Amérique du Sud et une importante sécheresse sévit dans le centre des États-Unis.
- Les conditions climatiques d'Amérique du Sud pénalisent également la culture de soja. Les exportations argentines de céréales pourraient diminuer de 20 à 30 % en 2023, par rapport à la moyenne des dernières années.

Viticulture – Difficultés pour les vins de la vallée du Rhône

Les ventes de côtes-du-rhône génériques sont toujours très faibles, incitant la profession à demander des mesures d'urgence. Les volumes de beaujolais exportés sont également très faibles mais les hausses de prix assez conséquentes.

Contexte national, international

- La situation délicate des côtes-du-rhône est partagée par d'autres vignobles français, notamment le Languedoc-Roussillon et le bordelais, qui demandent également des mesures de distillation et d'arrachage primé.
- FranceAgriMer a réuni la filière viti-vinicole pour tenter de cerner les évolutions à l'horizon 2040. Plusieurs pistes sont évoquées : prendre en compte le déclin de la consommation nationale, développer l'exportation, s'adapter aux changements climatiques et développer des modèles de production plus respectueux de l'environnement.

Fruits & légumes – Tensions entre l’offre et la demande en légumes

Le marché de la noix continue de se dégrader et entre progressivement en crise tandis que celui des pommes et des poires s’améliore sous l’effet d’une consommation en hausse. Le marché du kiwi est, quant à lui, morose. La production de légumes est limitée par le froid, générant des tensions d’approvisionnement et de fortes hausses de prix.

Contexte national, international

- Après l’interdiction de l’insecticide diméthoate en 2016, la fin du phosmet en novembre 2022 inquiète les producteurs de cerises, qui craignent de ne plus pouvoir lutter contre la mouche du fruit *Drosophila suzukii*.
- Un nouvel outil de lutte contre le gel tardif et la grêle est expérimenté en vallée du Rhône : des panneaux solaires orientables et disposés au-dessus des arbres viennent les protéger en cas de besoin et produisent accessoirement de l’électricité. L’agrivoltaïsme devrait devenir un important marché mondial de biens et services à moyen terme.

Lait – Prix record mais collecte en baisse

Après une timide hausse des volumes collectés durant l’automne, la production régionale est de nouveau en repli. Le prix moyen du lait non bio payé aux producteurs est en revanche en hausse de 2,6 % en un mois et + 22 % en un an, atteignant le record de 495 €/1 000 l. Le prix du lait bio se maintient 8,5 % au-dessus de celui de décembre 2021. Cette inflation quasi généralisée pousse le consommateur à favoriser l’achat de produits laitiers moins chers, au détriment du bio notamment.

Contexte national, international

- Le cheptel laitier national finit l’année 2022 à - 2,8 % par rapport au 31 décembre 2021. La baisse du cheptel régional est de 3,3 %, soit la plus forte diminution depuis au moins 5 ans.
- Conformément à l’un des engagements de la COP26, Danone (4^{ème} groupe laitier mondial) s’engage à diminuer de 30 % les émissions de méthane de ses 58 000 élevages partenaires sans réduction de production.

Bovins – Manque d’animaux, autant en maigre qu’en viande

L’année 2022 finit sur une nette baisse des exportations de broutards (- 8 % sur un an), en partie due à la décapitalisation du cheptel allaitant et à la sécheresse dans le nord de l’Italie. Les cours des mâles croisés perdent 8 % en un mois tandis que ceux des autres catégories se maintiennent. La baisse des abattages de bovins pour l’année 2022 est limitée en région (- 1,4 %) mais nettement plus marquée pour l’ensemble de la France (- 4,6 %).

Contexte national, international

- L’abattage français de jeunes bovins mâles diminue moins vite que celui d’autres catégories de bovins depuis l’automne. Concomitamment, les exportations de broutards vers l’Italie (principale destination des broutards français) sont nettement inférieures à celles de 2021. Le cours de la viande de jeune bovin est très attractif depuis le printemps dernier malgré des coûts d’engraissement élevés. Selon l’Institut de l’élevage, ces deux tendances pourraient s’expliquer par un léger basculement de la production de broutards destinés à l’export vers l’engraissement en France.

Porcins, volailles, ovins, lapins – Reprise de la hausse du cours du porc

L’année 2022 se termine sur des abattages porcins en baisse de 4 % en décembre sur un an mais quasiment identiques à 2021 pour l’année complète. Les cours se situent à des niveaux élevés et repartent encore à la hausse, atteignant 2,17 €/kg fin janvier. Les abattages régionaux ovins 2022 sont 8 % en dessous de ceux de l’année précédente et 2023 commence avec des cours particulièrement élevés. La consommation de volailles festives est confirmée en diminution d’environ 10 % en décembre, notamment du fait de la crise économique. Les abattages régionaux de l’ensemble des volailles sont également 10 % en dessous de ceux de décembre 2021.

Contexte national, international

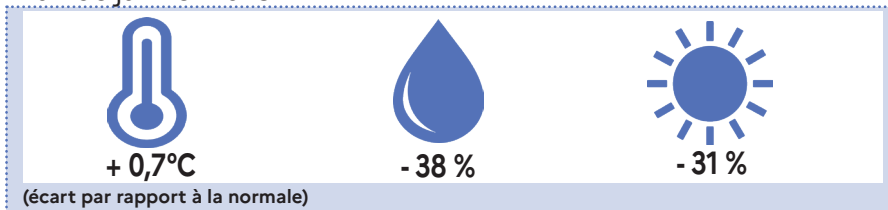
- La cotation porcine de Plérin (Bretagne) augmente de 11 % en un mois du fait d’une offre limitée et d’une forte demande des abattoirs pour les promotions de début d’année.
- L’offre française est en baisse marquée de 5 % en janvier sur un an. Le poids moyen en sortie d’élevage diminue de 800 g en un an, symptôme d’une offre faible et d’une demande soutenue de la part des abattoirs. Les cours pourraient encore augmenter à court terme.
- Les autres places européennes constatent également des offres limitées. La très forte capacité d’abattage espagnole n’est pas pleinement utilisée (donc mal rentabilisée), ce qui contribue à une hausse des cotations en Espagne.
- Seul l’export, assez peu dynamique en ce moment, n’est pas porteur de hausses de prix.

Un mois gris et encore coupé en deux

A l'inverse de décembre, janvier débute dans la douceur avec plus de 18°C à Clermont-Ferrand et Vichy le jour de l'An. Cette douceur perdure jusqu'en milieu de mois avec des températures maximales qui restent supérieures à 10°C jusqu'au 15. Ensuite, la baisse est progressive, mais sensible, pour passer rapidement en dessous des normales saisonnières. Les gelées débutent le 18 et se poursuivent jusqu'à la fin du mois. Au final, la température moyenne régionale reste au-dessus des normales de 0,7°C mais avec un contraste entre le nord-est de la région (+ 1,5°C dans l'Ain) et les montagnes du massif central (- 0,7°C dans le Cantal).

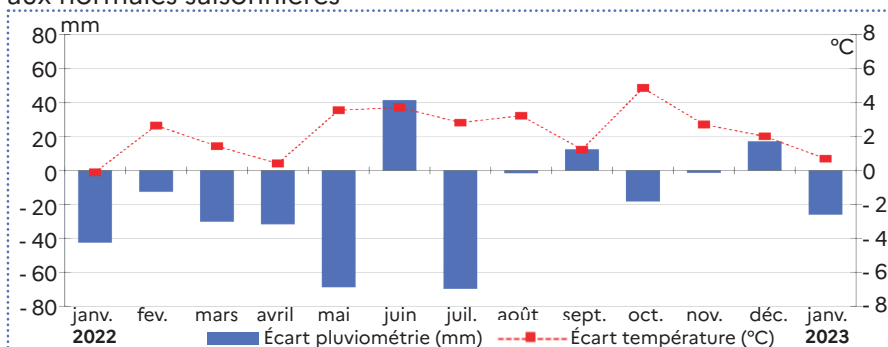
Dans un flux d'ouest - sud-ouest sensible, les perturbations se succèdent durant la première quinzaine sans apporter de grandes quantités de pluie. En milieu de mois le vent bascule au nord-ouest et apporte de belles quantités de neige en montagne avant que l'anticyclone ne s'impose pour la fin du mois. Les précipitations sont déficitaires sur pratiquement l'ensemble de la région (seules les deux stations de Haute-Savoie frontalières avec la Suisse sont légèrement excédentaires). Ce déficit est particulièrement important au sud-est de la région avec - 80 % sur l'Ardèche et la Drôme et - 60 % sur l'Isère.

Bilan de janvier 2023



Source : Météo France

Écart de la pluviométrie et des températures 2022-2023 par rapport aux normales saisonnières



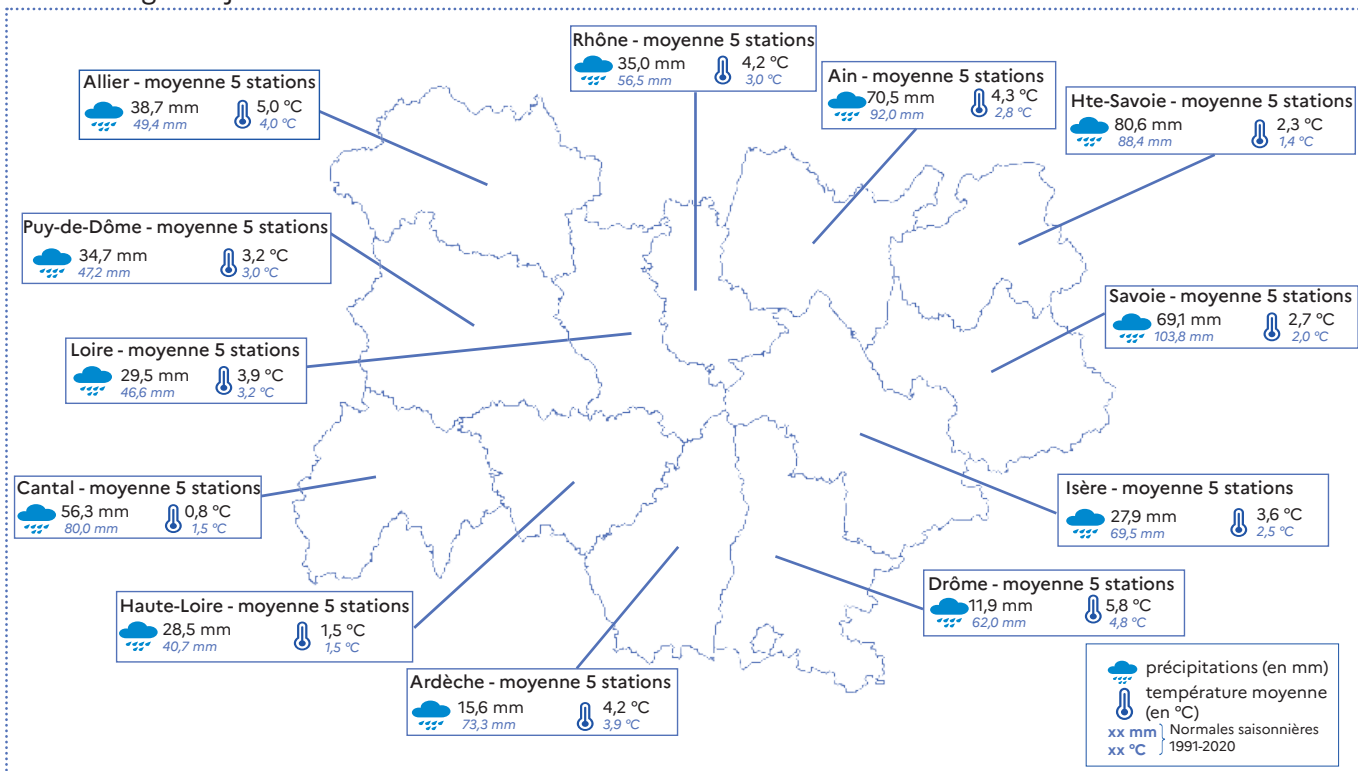
Source : Météo France

Après une année 2022 fortement déficitaire en pluies (- 23 %), la douceur automnale a favorisé la végétation qui est restée active jusqu'à mi-novembre. Le soutien d'étiage de l'Allier et la Loire n'a pu être arrêté que début décembre. Depuis, les précipitations ne sont pas suffisantes pour recharger les sols, les cours d'eau et les nappes phréatiques. En ce début de février 2023, les débits de l'Allier

et de la Loire ne représentent qu'un tiers du débit moyen mensuel de février. Le remplissage des barrages est également très lent, avec par exemple seulement 32 % des capacités de stockage du barrage de Nausac.

■ Philippe Ceysat

Météorologie de janvier 2023



Source : Météo France

Pour plus d'information - Bulletins mensuels de Météo France : <http://www.meteofrance.fr/climat-passe-et-futur/bilans-climatiques/843/resumes-climatologiques-mensuels-regionaux>

Note méthodologique - intégration des nouvelles normales saisonnières

En 2022, Météo France publie les nouvelles normales basées sur les données météo des années 1991 à 2020 qui remplacent celles des années 1981 à 2010. La principale évolution est la hausse des températures de 0,42°C entre les deux normales. A partir de janvier 2023, les nouvelles normales sont retenues comme référence.

Pour la présentation des données de pluviométrie et de température, 5 stations sont désormais retenues dans chaque département contre une auparavant. Ce sont donc des moyennes départementales qui sont présentées, au lieu des données de la station principale du département. Les données d'insolation continueront à être basées sur les références de la station principale départementale faute de mesure dans les autres stations.

Liste des stations retenues :

01 : Ambérieu-en-Bugey, Arbent, Belley, Ceyzeriat et Marlieux	42 : Chalmazel, Feurs, Roanne-Riorges, Saint Chamond et Saint Etienne Bouthéon
03 : Charmes, Lurcy-Levis Montbeugny, Tortezais, Vichy-Charmeil	43 : Fontannes, Landos-Charbon, Le Puy-Loudes, Monistrol-sur-Loire et Saugues
07 : Annonay, Aubenas-Lanas, Chomeric, Colombier-le-Jeune et Mazan-l'Abbaye	63 : Ambert, Clermont-Ferrand, Issoire, Saint Gervais-d'Auvergne et Saint-Sulpice
15 : Aurillac, Coltines, Deux-Verges, Marcenat et Mauriac	69 : Lyon-Bron, Mornant, Les Sauvages, Saint-Didier-sur-Beaujeu et Saint-Georges-de-Reneins
26 : Die, Montélimar, Romans, Valence-Chabeuil et Vinsobres	73 : Bourg-Saint-Maurice, Chambéry-Aix, Montmelian, Saint-Michel-de-Maurienne et Ugine
38 : Bourgoin, Chatte, Grenoble-Saint-Geoirs, Grenoble LVD et La Mure-Radome	74 : Bonneville, Evian, Gaillard, Meythet-Annecy et Servoz

Des tests sont en cours pour envisager une nouvelle représentation cartographique, intégrant au besoin plus de stations.

GRANDES CULTURES

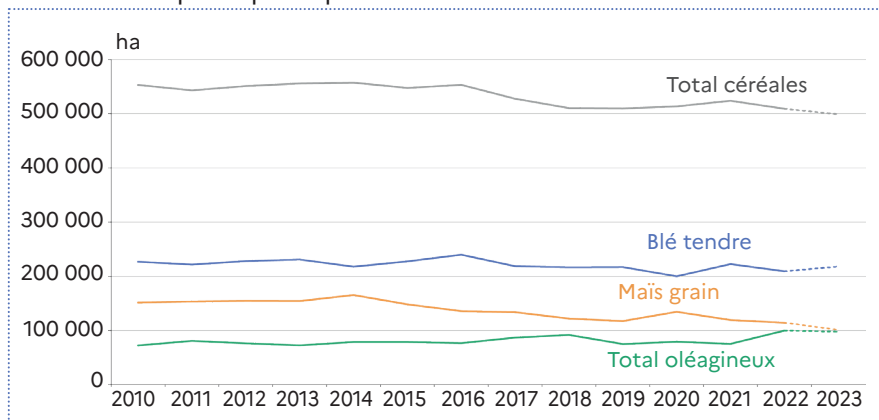
Baisse envisagée des surfaces de maïs

L'évolution des surfaces cultivées dans la région laisse apparaître une baisse des surfaces de céréales principalement due au maïs grain. Alors que le blé tendre se maintient autour des 220 000 ha, le maïs grain baisse régulièrement depuis une petite dizaine d'années en passant de plus de 150 000 ha au début des années 2010 à un peu plus de 100 000 ha envisagés en 2023. Les rendements décevants dus aux sécheresses répétitives et les craintes sur les possibilités d'irrigation pour 2023 limitent les surfaces. Toutefois, le maintien des prix corrects et la baisse récente des engrais azotés pourraient permettre de regagner quelques hectares chez certains producteurs ce printemps.

Le maïs fourrage perd également des surfaces car il est régulièrement pénalisé par les sécheresses et joue plus difficilement son rôle « d'assurance » pour les stocks fourragers de certains éleveurs. L'orge et le triticale sont relativement stables aux alentours de 60 000 ha. Le léger retrait du triticale au profit de l'orge des années 2015 à 2020 est principalement dû aux fortes pressions de la rouille jaune sur cette céréale cultivée pour sa rusticité.

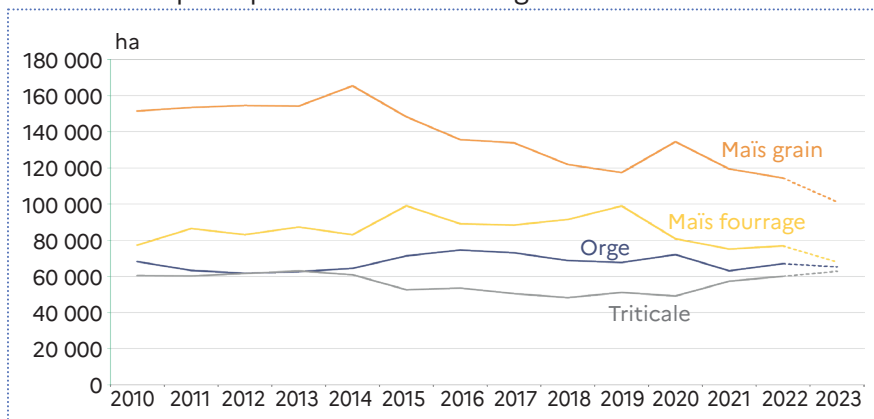
Les surfaces d'oléagineux progressent pour approcher 100 000 ha en 2022 et 2023. La progression des surfaces de tournesol depuis 5 ans est importante et dépasse les 50 %. Depuis trois ans, les surfaces de cette culture qui supporte mieux que d'autres la sécheresse, dépassent celles du colza. Néanmoins, ce dernier retrouve des surfaces depuis deux ans avec des conditions d'implantation plus

Surfaces des principales productions



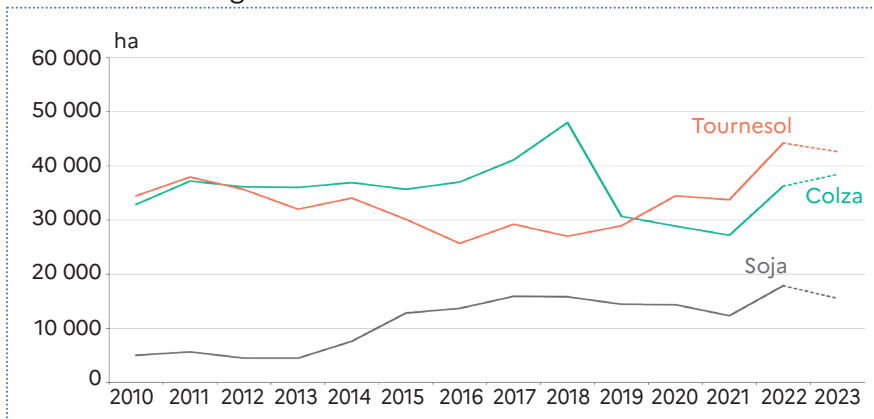
Source : Agreste

Surfaces des principales céréales fourragères



Source : Agreste

Surfaces des oléagineux



Source : Agreste

favorables. Les mauvais résultats en non irrigué semblent pousser les agriculteurs à réduire les implantations de sojas pour 2023, toutefois la nouvelle PAC pourrait modifier cette tendance.

La douceur en début de mois permet aux **céréales à paille** de poursuivre leur développement. Le tallage est maintenant bien engagé dans toutes les parcelles. Le retour du froid en deuxième quinzaine limite le risque de pucerons qui commençait à réapparaître après un mois de températures clémentes. Les précipitations encore déficitaires permettent d'éviter que les parcelles hydromorphes souffrent mais inquiètent quant au remplissage de la réserve utile des sols et des nappes phréatiques.

Après plusieurs semaines de douceur, les colzas montrent des signes de reprise de végétation. Heureusement, le retour des gelées permet de ralentir ce début de pousse très précoce.

Après plusieurs mois de baisse, les **cours des céréales et oléagineux** retrouvent les niveaux d'avant la guerre en Ukraine, il y a un an. La question qui demeure est de savoir si la baisse va se poursuivre pour retrouver les valeurs de 2021 ou si une stabilisation va pouvoir s'opérer sur ces niveaux. Les premiers bilans de l'état des cultures en sortie d'hiver donneront certainement une première tendance.

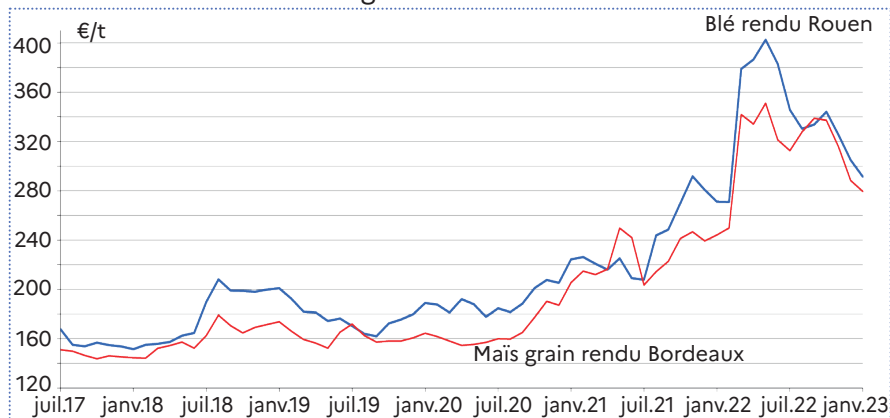
■ Philippe Ceysat
Jean-Marc Aubert

Prix moyen mensuel des céréales et des oléagineux

(€/t et %)	janvier 2023	janvier 2023 / décembre 2022	janvier 2023 / janvier 2022
Blé tendre rendu Rouen	291 €/t	- 4,4 %	+7,5 %
Maïs grain rendu Bordeaux	280 €/t	- 3,1 %	+ 14,5 %
Colza rendu Rouen	549 €/t	- 4,2 %	- 25,2 %
Tournesol rendu Bordeaux	563 €/t	- 2,2 %	- 3 %

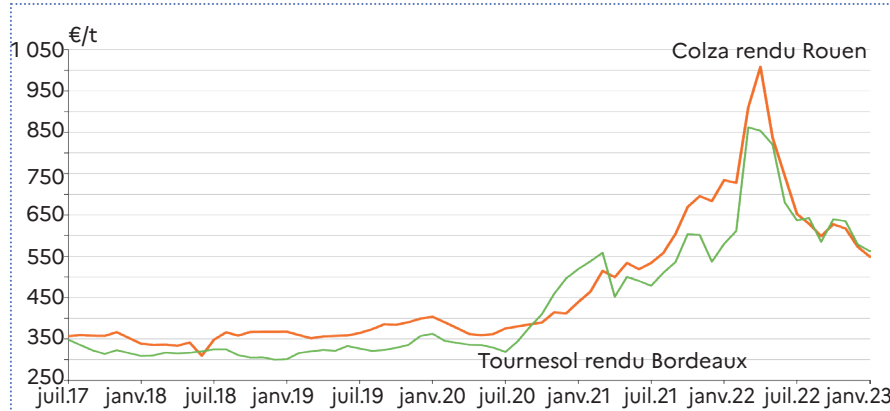
Source : FranceAgriMer, La Dépêche

Cotation du blé et du maïs grain



Source : FranceAgriMer, La Dépêche

Cotation du colza et du tournesol



Source : FranceAgriMer, La Dépêche

VITICULTURE

Difficultés pour les vins de la vallée du Rhône

Après des ventes dynamiques en 2021 sous l'effet de la relance post-crise sanitaire, la fin de campagne 2021-2022 et celle en cours sont moroses pour les vins de la vallée du Rhône. Les stocks augmentent et le millésime 2022, assez bon, les amplifie. La profession demande une mise en réserve interprofessionnelle, des arrachages et de la distillation afin de rééquilibrer le marché.

Transactions vrac et négoce

Beaujolais

Tandis que les volumes de beaujolais vrac étaient en retrait jusqu'à présent, le mois de janvier est dynamique et permet un rattrapage, si bien que les volumes des crus et des génériques sont identiques à ceux de janvier 2022 et supérieurs de 12 % à la moyenne quinquennale.

Côtes-du-rhône

Les volumes des transactions vrac des côtes-du-rhône génériques restent très inférieurs à l'an dernier et les sorties de chai confirment cette tendance : la fin de campagne précédente, maussade, est à l'identique de celle en cours et seuls les blancs semblent y échapper. Les cours restent inférieurs à ceux du millésime précédent. Les ventes de crus sont dynamiques en janvier mais ne représentent pour le moment que 30 % d'une année complète.

IGP ardèche & drôme

Les ventes en vrac de l'IGP ardèche démarrent enfin mais restent pour le moment en retrait par rapport à l'année dernière.

Le bilan des ventes en GMS sur l'année 2022 est quasiment à l'équilibre pour l'ensemble des IGP du sud-est mais en retrait de 3 % sur un an pour l'ardèche et de - 11 % pour l'IGP drôme (source : Inter Vins IGP SUD EST).

Transactions de beaujolais - Ventes en vrac & négoce

(hl, €/hl et %)	Millésime 2022 situation fin janvier 2023		Évolution / campagne précédente	
	volume	cours	volume	cours
beaujolais générique	180 122	317	+ 1 %	+ 5 %
<i>dont villages rouge nouveau</i>	33 602	311	- 2 %	+ 3 %
<i>dont rouge nouveau</i>	57 181	298	- 15 %	+ 5 %
<i>dont villages rouge</i>	54 148	335	+ 47 %	+ 2 %
<i>dont rouge</i>	19 808	313	- 25 %	+ 3 %
beaujolais crus	105 874	409	- 1 %	=
<i>dont brouilly</i>	26 116	404	+ 14 %	=
<i>dont morgon</i>	15 421	403	- 11 %	=
<i>dont moulin à vent</i>	23 638	414	- 6 %	+ 1 %
Total beaujolais	285 996	351	=	+ 3 %

Source : Inter Beaujolais

Transactions de côtes-du-rhône - Ventes en vrac & négoce

(hl, €/hl et %)	Millésime 2022 situation fin janvier 2023		Évolution / campagne précédente	
	volume	cours	volume	cours
côtes-du-rhône régional	186 613	148	- 28 %	- 4 %
<i>dont rouge</i>	125 653	141	- 31 %	- 6 %
<i>rosé</i>	19 489	137	- 50 %	- 9 %
<i>blanc</i>	41 471	176	+ 9 %	- 2 %
côtes-du-rhône villages avec nom géographique	7 756	208	- 45 %	- 3 %
côtes-du-rhône villages sans nom géographique	10 755	162	- 49 %	- 7 %
grignan-les-adhémar	2 553	114	+ 208 %	nd
côtes-du-rhône crus septentrionaux	8 972	771	+ 136 %	+ 11 %
<i>dont croze-hermitage</i>	4 984	612	+ 79 %	+ 5 %
<i>saint-joseph</i>	2 849	745	+ 366 %	+ 4 %

Source : Inter Rhône

nd : non disponible

Transactions de vins IGP ardèche & drôme - Vente en vrac & négoce

(hl, €/hl et %)	Millésime 2022 situation fin janvier 2023		Évolution / campagne précédente	
	volume	cours	volume	cours
IGP ardèche	19 546	nd	- 9 %	nd
IGP drôme	0			
Total IGP	19 546	nd	- 14 %	nd

Source : Inter Vins IGP Sud-Est

nd : non disponible

Côtes-du-rhône bio

La production de vin bio des côtes-du-rhône atteint 18 % pour le millésime 2022 contre 13 % pour celui de 2021. La part du bio dans les transactions vrac et négoce se situe autour de 11 à 12 % pour 2021 et 2022. Ce sont donc les ventes directes en cave qui bénéficient le plus de la hausse de ce segment.

Ailleurs en France, notamment dans le bordelais, les ventes en vrac de certaines appellations bio sont faibles, voire en crise.

Source : Inter Rhône, revue La Vigne

Exportations

Beaujolais

L'écart entre les volumes de beaujolais exportés sur cette campagne et les années précédentes continue d'augmenter : - 25 % sur un an et - 35 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Les hausses de prix sont conséquentes : prix moyen unitaire en hausse de 20 % sur un an pour l'ensemble de la campagne en cours et + 37 % par rapport à la moyenne quinquennale. Ces prix élevés contribuent à la forte baisse des volumes exportés.

Côtes-du-rhône

Les volumes de côtes-du-rhône exportés en décembre sont légèrement supérieurs à 2021 et permettent de retrouver des niveaux comparables aux années précédentes pour l'ensemble de la campagne. Les valeurs sont également très similaires aux années passées, contribuant probablement à une certaine stabilité des marchés dans les pays destinataires.

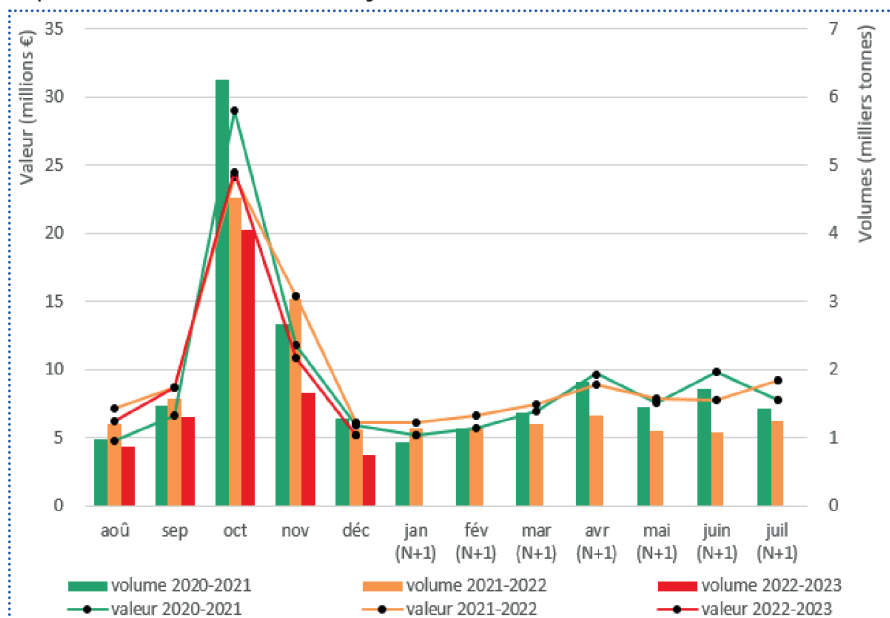
■ Céline Grillon
David Drosne

Exportation cumulée de vins régionaux

(hl, M€ et %)	Campagne 2022-2023 situation fin décembre 2022		Évolution / campagne précédente	
	volume	valeur	volume	valeur
Beaujolais	86 232	55	- 25 %	- 10 %
Vallée du Rhône	291 867	209	- 1 %	=

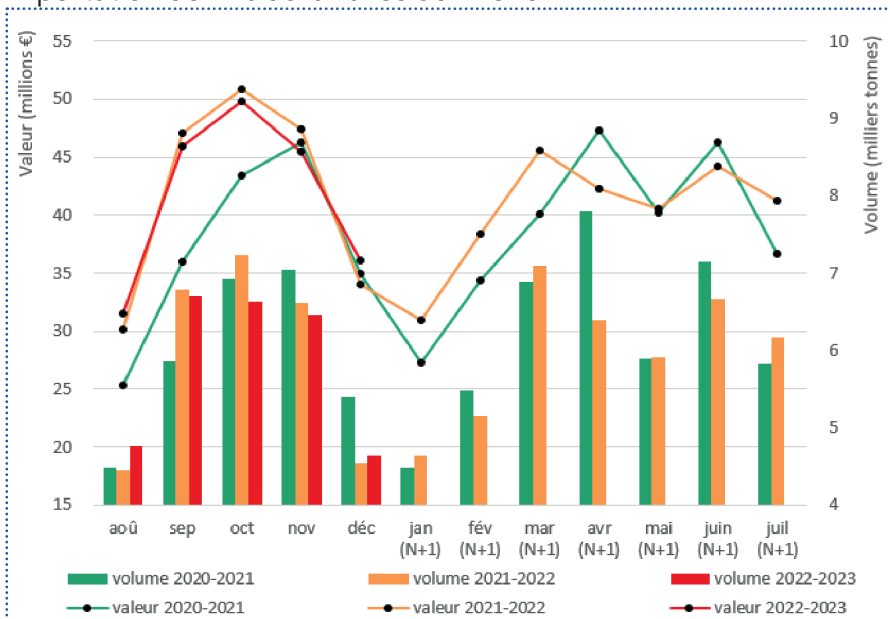
Source : DGDDI

Exportation de vins de beaujolais



Source : DGDDI

Exportation de vins de la vallée du Rhône



Source : DGDDI

Évolutions des modes de consommation

Les profils des consommateurs de vin évoluent, la façon dont ils l'achètent et dont ils le boivent également. Ces évolutions sont marquées en ce moment et influencent les marchés. Le rouge est en perte de vitesse en France, le rosé semble se maintenir tandis que le blanc augmente légèrement ses parts de consommation. L'export n'y échappe pas et évolue sans cesse. Des pays producteurs gagnent des parts de marché au détriment de la France. C'est le cas des vins australiens en Chine, par exemple, depuis 4 ans. De plus, la consommation de vins en Chine connaît une importante baisse globale, en lien probable avec la crise sanitaire et pourrait avoir du mal à repartir. De nouvelles opportunités se dessinent régulièrement (par exemple, le Canada et plus récemment la Thaïlande ou l'Inde). Les évolutions de prix peuvent également jouer les trouble-fêtes, comme pour le beaujolais nouveau dont le millésime 2022 a été en partie déréférencé au Canada du fait de prix jugés trop élevés.

Source : vitisphère

FRUITS ET LÉGUMES

Tensions entre l'offre et la demande en légumes

Fruits

Les marchés en pomme et poire se redressent. Par contre, le commerce de la noix rentre progressivement en crise conjoncturelle.

Avec l'installation du froid et une moins forte concurrence des agrumes, les marchés de la **pomme** et de la **poire** se portent mieux. Pour faire face à l'augmentation des coûts des emballages et du stockage, certains opérateurs tentent une légère augmentation des prix. Les cours restent fermes sur un mois, cependant pour la poire, ils sont inférieurs de 26 % à 2022. En pomme IGP Savoie, l'écoulement est régulier. L'arrivée des vacanciers dans les stations de sports d'hiver doit augmenter les flux de ventes. Les prix sont fermes.

En **noix**, la faiblesse de la consommation est persistante et les stocks sont importants. Les demandes de mise en avant dans les GMS (Grandes et Moyennes Surfaces) par l'interprofession ne génèrent pas d'effets bénéfiques. Les cours s'orientent à nouveau à la baisse (- 4 % sur un mois et - 18 % sur un an). Le produit se rapproche du niveau d'indicateur de crise conjoncturelle qui déclenchera la mise en application de l'accord de modération des marges de distribution.

La consommation du **kiwi** reste positive. Le marché est calme du côté des grossistes. La concurrence européenne (Italie et Grèce) pèse sur les transactions. Coté GMS, des mises en avant du produit permettent quelques sorties mais le consommateur est attentif aux prix. Les cours s'orientent à la baisse (- 9 % sur un an).

Prix des fruits et légumes - stade expédition

	janvier 2023 (€/kg)	évolution janvier 2023/ décembre 2022 (cts)	évolution janvier 2023/ janvier 2022 (cts)
Pomme Gala Rhône-Alpes cat.I - 170/220 g - plateau 1 rang - le kg	1,17	+ 2	+ 8
Poire Conférence France cat.I - 70-75 mm plateau 1 rang - le kg	1,75	=	- 36
Noix sèche AOP de Grenoble - cat.I + 36 mm sac 5kg - € HT le kg	3,13	- 12	- 47
Kiwi Hayward Rhône-Alpes cat.I 85-95 g - le kg	2,58	- 5	- 21
Laitue Batavia blonde Rhône-Alpes cat.I colis de 12	0,65	+ 5	+ 4
Épinard Rhône-Alpes - le kg	2,46	+ 69	+ 35
Poireau colis 10 kg - le kg	1,28	+ 25	+ 52

Source : FranceAgriMer/RNM

Les approvisionnements locaux et les circuits-courts dans la filière fruits et légumes

FranceAgriMer vient de publier une étude sur la recherche d'un approvisionnement local et les circuits-courts dans la filière fruits et légumes. Cette tendance de consommation s'amplifie depuis les crises environnementales, économiques, sanitaires et géopolitiques.

Pour le consommateur, cette recherche de proximité a pour but l'accès à des produits de qualité (environnementale ou de fraîcheur), le soutien économique de producteurs locaux, une meilleure connaissance des conditions de production et la construction de liens sociaux entre producteurs et clients.

Le Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes estime qu'en 2020, 12 % de la production française en valeur de fruits et légumes est vendue en circuits-courts (0,9 Md€ dont 0,6 Md€ en vente directe ; 0,1 Md€ sur les marchés de détail et 0,2 Md€ à des détaillants), soit 0,6 million de tonnes par an.

En Auvergne-Rhône-Alpes, les niveaux de disponibilités de produits locaux les plus importants en légumes sont la salade, le poireau et l'oignon. En fruits, il s'agit de la pomme et poire, pêche-neктarine et cerise.

Les freins au développement de ces circuits-courts sont nombreux : l'anticipation des commandes, la gestion des ruptures d'approvisionnement, le temps de travail (main d'œuvre pour les colisages, vendeurs sur les lieux de ventes, transports, ...), les volumes à commercialiser, etc ...

Pour en savoir plus :

<https://www.franceagrimer.fr/content/download/69988/document/ETU-FL-2022-PorterAConnaissance-LocalCircuitsCourts.pdf>

Légumes

Avec le retour de températures négatives, la pousse des légumes est réduite et des tensions entre l'offre et la demande apparaissent. Les maraîchers font également face à des difficultés de recrutement de main d'œuvre pour les travaux dans les champs et les cueillettes. Les tensions liées aux coûts de l'énergie pour les productions sous serres chauffées sont toujours présentes. Les prochaines cultures de printemps, notamment en fraise, risquent d'être impactées.

La pousse de la **salade** est ralentie par le manque d'ensoleillement et le froid en particulier en laitue batavia. Le grammage est parfois léger (petites salades) pour certains lots. Les faibles volumes disponibles au niveau régional mais également national s'échangent rapidement, les cours progressent à nouveau (+ 8 %).

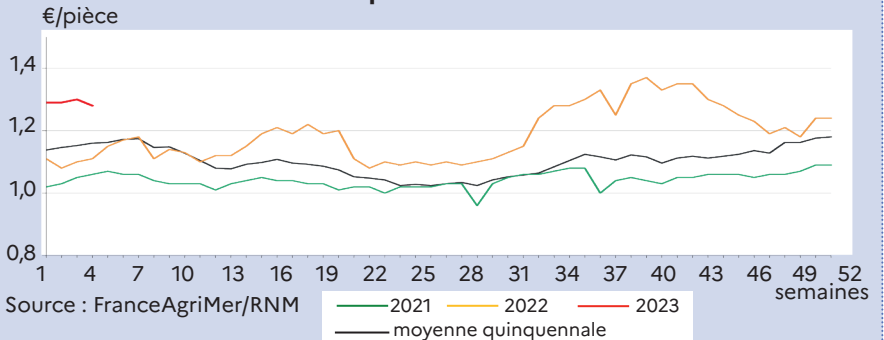
La production d'**épinard** reste faible. La balance entre l'offre et la demande reste déficitaire. Dans ce contexte, les cours augmentent très fortement (+ 39 % sur un mois et + 17 % sur un an).

La demande en **poireau** se montre bien présente en début d'année. Les disponibilités ne sont pas pléthoriques et les ventes s'effectuent à flux tendus. Les stocks ont beaucoup de mal à se constituer entre difficultés d'arrachage et manque de main d'œuvre. En fin de mois, malgré des conditions climatiques favorables à la consommation du poireau, le produit ne suscite plus un énorme intérêt auprès des acheteurs. L'offre, pourtant loin d'être excessive, s'écoule lentement. Les cours sont en forte hausse (+ 24 % sur un mois et + 68 % sur un an).

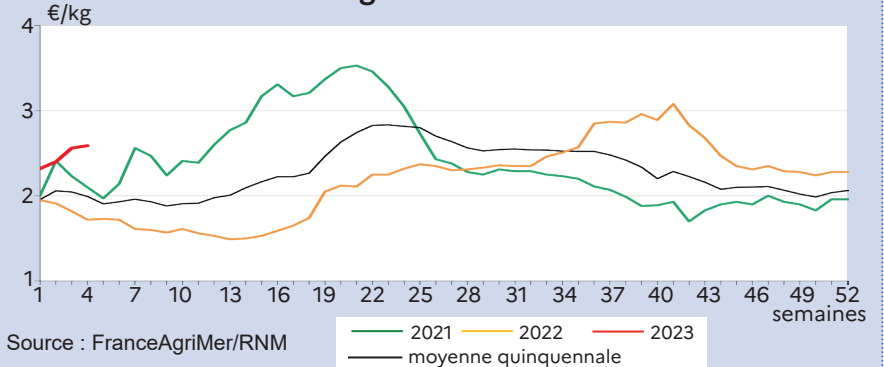
■ Jean-Marc Aubert

Prix des fruits et légumes au stade détail GMS

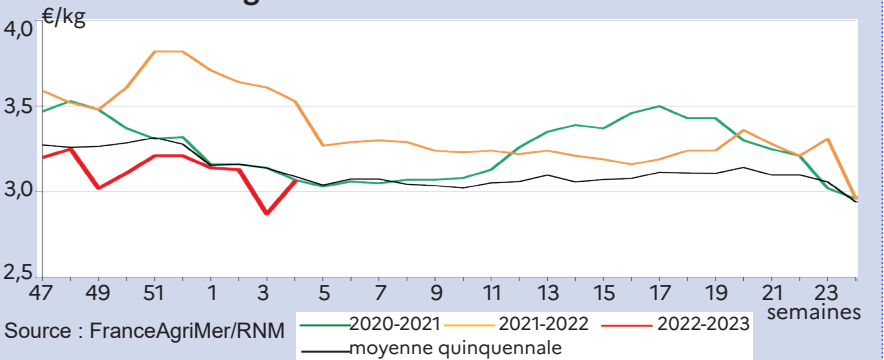
Laitue batavia France - la pièce



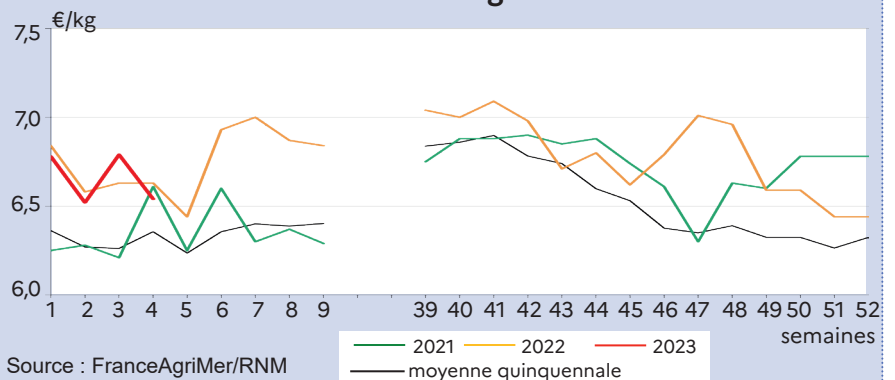
Poireau France vrac - le kg



Kiwi France - le kg



Noix AOP Grenoble - le sac de 1 kg



LAIT

Prix record mais collecte en baisse

Lait de vache

Après une très légère reprise cet automne due à des conditions météorologiques favorables au pâturage tardif, la collecte est de nouveau en repli en décembre de près de 2 % par rapport à décembre 2021. Cette tendance baissière est également observée au niveau national.

Au sein de l'Union européenne, la collecte est plutôt à la hausse dans les pays du nord (Allemagne, Pays-Bas, Belgique) où le prix incitatif a relancé la production grâce au maintien du cheptel de vaches laitières. A contrario, en France, la décapitalisation du cheptel laitier se poursuit : - 2,8 % en décembre 2022 par rapport à décembre 2021 et explique le repli de la collecte.

Le prix du lait conventionnel repart à la hausse. Il s'établit à 495 €/1 000 litres soit une augmentation de plus de 90 € sur un an. Le prix du lait bio se maintient 8,5 % au-dessus de son niveau de décembre 2021.

Dans le même temps, l'indice IPAM-PA lait de vache, qui a augmenté de 18 points sur un an, se stabilise sur le dernier trimestre. Ainsi la marge MILC (marge bénéficiaire calculée sur la base des indices IPAMPA) a augmenté de près de 60 €/1 000 l sans toutefois répondre aux attentes des producteurs.

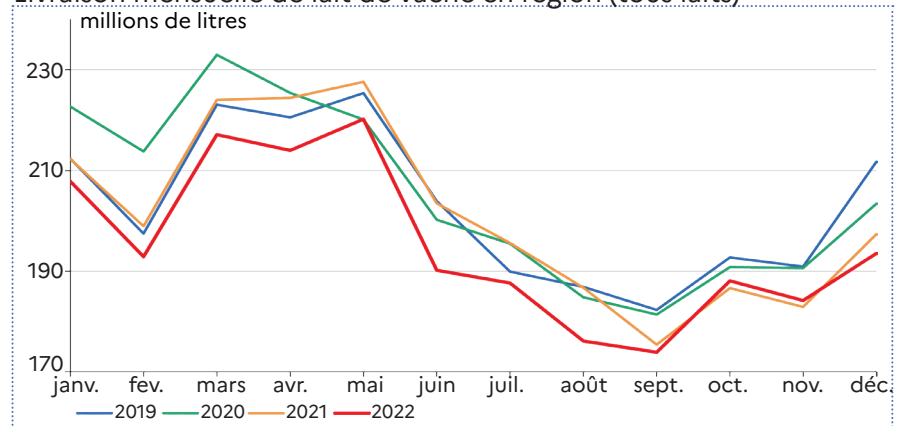
Dans ce contexte inflationniste, la consommation des produits laitiers recule (- 2,5 % en volume selon l'Institut de l'élevage) par rapport à 2019 et les achats se concentrent sur les produits « moins chers » au détriment des produits bio notamment.

Livraisons de lait de vache

(millions de litres et %)	décembre 2022	déc. 2022 / déc. 2021	cumul 2022	cumul 2022 / cumul 2021
Auvergne-Rhône-Alpes tous laits	194	- 1,9 %	2 346	- 2,9 %
Aura bio	14	=	163	- 3,5 %
Aura non bio hors Savoie	151	- 2,4 %	1 829	- 2,5 %
Aura lait savoyard	29	- 0,6 %	361	- 4,2 %
France tous laits	1 917	- 1,3 %	23 301	- 0,8 %
France bio	101	+ 1,8 %	1 262	+ 2,6 %
France non bio	1 816	- 1,4 %	22 039	- 1 %

Source : Enquête mensuelle SSP-FranceAgriMer - extraction du 06/02/2023

Livraison mensuelle de lait de vache en région (tous laits)



Source : Enquête mensuelle SSP-FranceAgriMer - extraction du 06/02/2023

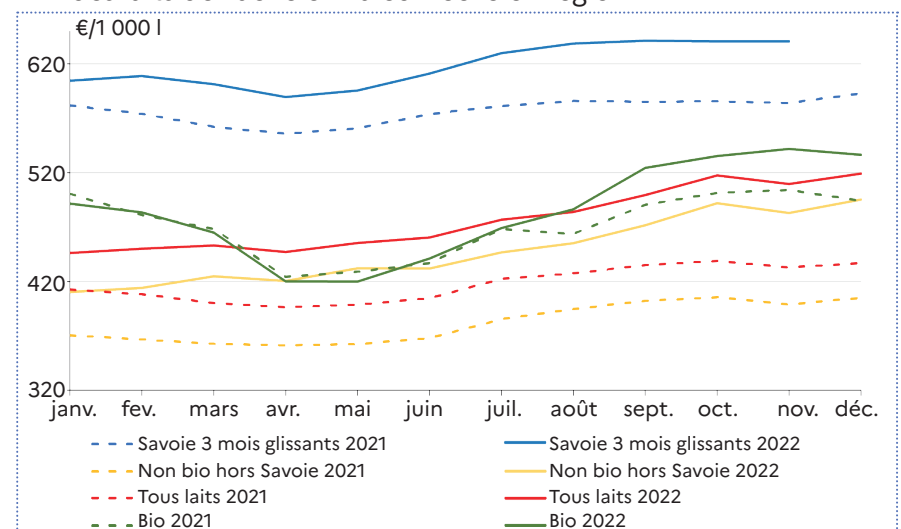
Prix des laits de vache en valeur réelle* en région et en France

(€/1 000 litres et %)	décembre 2022	déc. 2022 / nov. 2022	déc. 2022 / déc. 2021	déc. 2022 / moy. 5 ans
Auvergne-Rhône-Alpes tous laits	519	+ 1,9 %	+ 18,8 %	+ 26,2 %
Aura bio	536	- 1 %	+ 8,5 %	+ 8,2 %
Aura non bio hors Savoie	495	+ 2,6 %	+ 22,3 %	+ 31,2 %
Aura lait savoyard	638	- 0,4 %	+ 10 %	+ 13,1 %
France tous laits	511	+ 1,7 %	+ 23,5 %	+ 32,4 %
France bio	531	- 0,3 %	+ 5 %	+ 5,5 %
France non bio	510	+ 1,9 %	+ 24,7 %	+ 33,8 %

* le prix du lait à valeur réelle tient compte de la composition réelle du lait collecté

Source : Enquête mensuelle SSP-FranceAgriMer - extraction du 06/02/2023

Prix des laits de vache en valeur réelle en région



Source : Enquête mensuelle SSP-FranceAgriMer - extraction du 06/02/2023

Lait de chèvre

La **collecte** régionale poursuit son repli saisonnier en décembre comme au niveau national, avec des livraisons supérieures à celles de l'an passé. En définitive, le déficit de la production cumulée régionale 2022 passe en dessous de 2 %.

Le **prix moyen** du lait régional poursuit sa progression en décembre et devrait amorcer sa baisse saisonnière en janvier. Avec 1 039 €/1 000 litres, il gagne 3 % en un mois et se maintient nettement au-dessus de 2021 grâce à la revalorisation du prix de base (+ 11 % sur un an en décembre). La tendance observée au niveau national est identique. Avec 829 €/1 000 litres en 2022, le prix moyen régional progresse de 7 % par rapport à 2021. C'est la plus forte augmentation de prix observée ces dernières années, dans le contexte inflationniste des coûts de production.

Les fabrications de **fromages pur chèvre** sont en retrait de 3 % en novembre sur un an avec des disparités selon le mode de présentation des fromages. Comparée à l'an passé, la hausse de 11 % des fromages vendus à la coupe ne compense pas les baisses de 4 % des fromages vendus à la pièce et de 5 % des fromages frais.

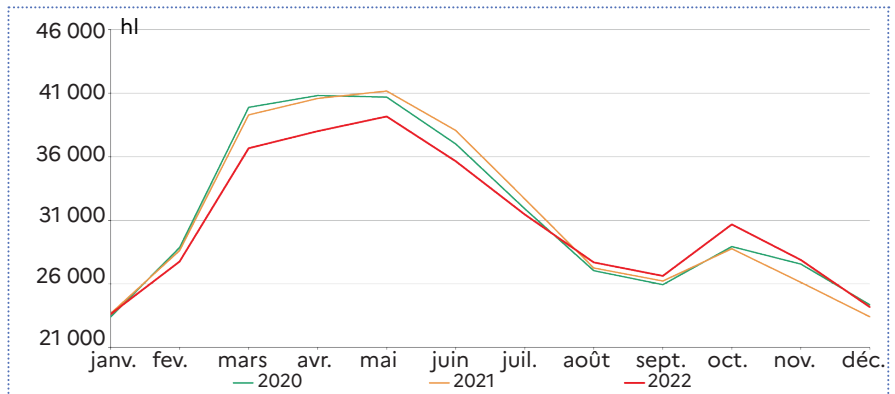
■ **Fabrice Clairet**
■ **Corinne Mauvy**

Livraisons mensuelles de lait de chèvre

(hectolitres et %)	décembre 2022	déc. 2022/ déc. 2021	cumul 2022	cumul 2022/ cumul 2021
Auvergne-Rhône-Alpes	24 174	+ 3,3 %	369 370	- 1,7 %
France	292 268	+ 3,1 %	5 160 220	+ 1,6 %

Source : Enquête mensuelle SSP-FranceAgriMer - extraction du 06/02/2023

Livraison de lait de chèvre



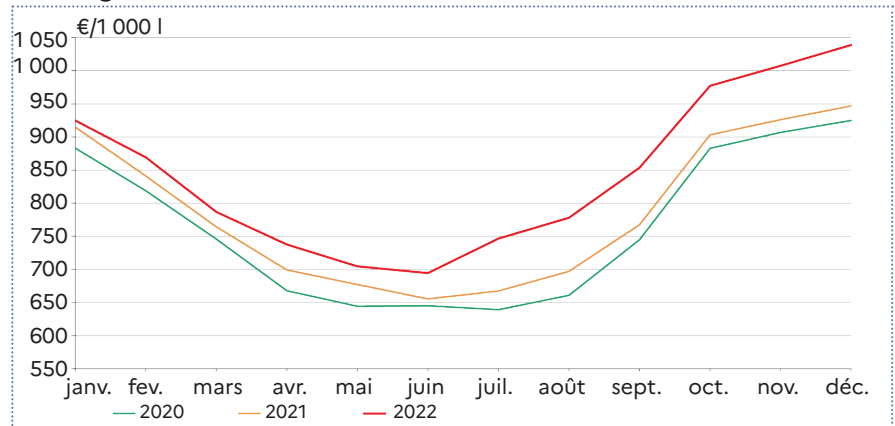
Source : Enquête mensuelle SSP-FranceAgriMer - extraction du 06/02/2023

Prix moyen du lait de chèvre

(€/1 000 litres et %)	décembre 2022	déc. 2022/ nov. 2022	déc. 2022/ déc. 2021
Auvergne-Rhône-Alpes	1 039	+ 3,1 %	+ 9,7 %
France	1 032	+ 1,5 %	+ 11,3 %

Source : Enquête mensuelle SSP-FranceAgriMer - extraction du 06/02/2023

Prix régional du lait de chèvre



Source : Enquête mensuelle SSP-FranceAgriMer - extraction du 06/02/2023

BOVINS

Manque d'animaux, autant en maigre qu'en viande

Bovins maigres

Les **exportations** de broutards sont, comme chaque année en décembre, orientées à la baisse.

Alors qu'elles étaient régulièrement en hausse depuis 2014, atteignant le record de 325 000 animaux l'an passé, la baisse est nette cette année (300 000 animaux, - 8 %/2021), retrouvant le niveau de 2016. Cette baisse serait due pour partie à un manque d'animaux, avec une décapitalisation du cheptel aussi bien à l'échelle nationale qu'euro-péenne.

Sur l'année, les départs vers l'Italie restent sur une tendance baissière qui pourrait être due à la sécheresse estivale dans la plaine du Pô, induisant l'importation d'aliments à coût élevé. En fin d'année, des départs vers l'Algérie d'animaux lourds permettent aux cours de se maintenir voire de progresser pour le mâle charolais. En revanche, les prix des mâles croisés du bassin rustique sont en baisse.

Malgré des apports saisonniers toujours soutenus, les prix des petits veaux croisés mixtes (350 €) et laitiers (73 €) sont en légère hausse sur les marchés régionaux, ces derniers étant tirés par une demande espagnole particulièrement dynamique en ce début d'année.

Marchés aux petits veaux, des volumes commercialisés marginaux

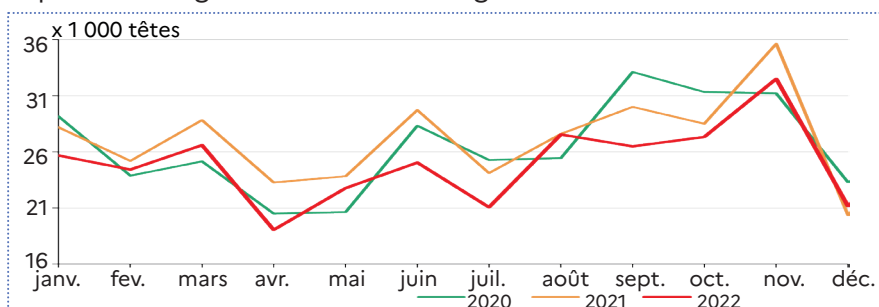
En 2022, 183 000 veaux ont trouvé preneurs dans les 9 marchés de référence suivis par FranceAgriMer, dont près de 40 000 sur les 2 marchés régionaux de Bourg-en-Bresse et La Talaudière. Ces volumes restent faibles comparés au 1,1 million de veaux de boucherie abattus en France ou aux 350 000 veaux exportés, notamment en Espagne.

Exportation de bovins maigres

(têtes et %)	décembre 2022	déc. 2022 / déc. 2021	cumul 2022	cumul 2022 / cumul 2021
Auvergne-Rhône-Alpes	21 180	+ 4 %	299 732	- 7,9 %
France	72 958	- 1,8 %	1 039 529	- 7,1 %

Source : Agreste / BDNI / mâles et femelles de 6 à 18 mois

Exportation régionale de bovins maigres



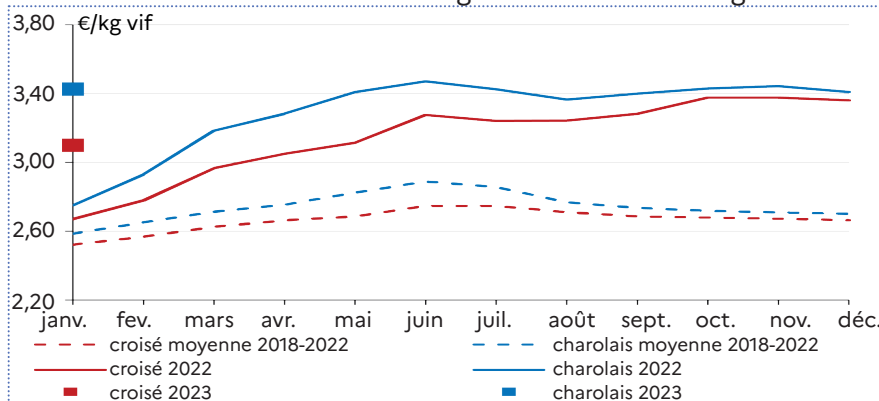
Source : Agreste / BDNI / mâles et femelles de 6 à 18 mois

Cotation départ fermes des bovins maigres

(€/kg vif et %)	janvier 2023	janv. 2023 / déc. 2022	janv. 2023 / janv. 2022	janv. 2023 / moy. 5 ans
Mâle croisé U 400 kg	3,10	- 7,7 %	+ 16,1 %	+ 22,9 %
Femelle croisée R 270 kg	2,76	=	+ 9,1 %	+ 19,3 %
Mâle salers R 350 kg	2,85	+ 0,5 %	+ 24,9 %	+ 34,8 %
Mâle charolais U 400 kg	3,43	+ 0,6 %	+ 24,6 %	+ 32,6 %
Femelle charolaise U 270 kg	3,26	- 0,2 %	+ 20,6 %	+ 24,4 %

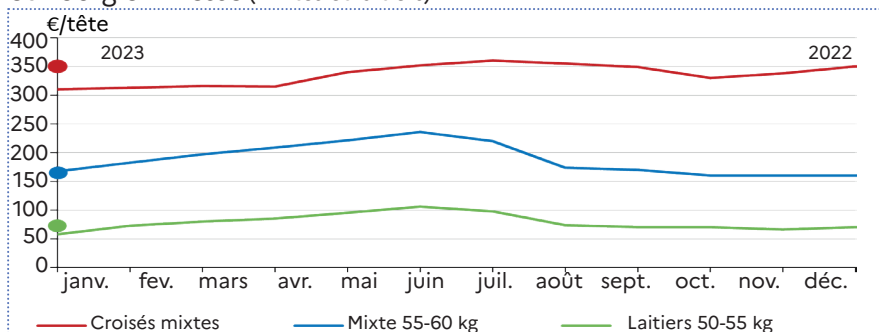
Source : Commission de cotation de Clermont-Ferrand et Dijon (Agreste, FranceAgriMer)

Cotation des mâles croisés U 400 kg et charolais U 400 kg



Source : Commission de cotation de Clermont-Ferrand et Dijon (Agreste, FranceAgriMer)

Cotation des veaux mâles à La Talaudière (croisés mixtes) et Bourg en Bresse (mixtes et laitiers)



Source : Commission de cotation de La Talaudière et Bourg en Bresse (Agreste, FranceAgriMer)

Bovins de boucherie

La baisse des **abattages** se poursuit en décembre.

Sur l'année, elle reste toutefois limitée en région (-1,4 %), la baisse concernant essentiellement les veaux de boucherie du fait d'une part des coûts alimentaires et énergétiques élevés et d'une restructuration de certains élevages.

Au niveau national, elle est nettement plus marquée (près de -5 % en tonnage).

Dans un contexte de consommation en légère progression, les chiffres de la restauration hors domicile retrouvent leur niveau d'avant pandémie et la hausse des importations (308 500 tec sur 10 mois, +25 %/2021) reste bien supérieure à celle des exportations (193 500 tec, +1 %/2021).

Le manque d'animaux, auquel s'ajoutent des coûts de production élevés, permettent aux cours de se maintenir à un niveau haut (+32 % à +38 %/moyenne quinquennale pour les gros bovins).

La hausse est un peu plus modérée pour les veaux de boucherie, dont les disponibilités nationales faibles sont compensées par des importations de viande, notamment depuis les Pays-Bas.

■ François Bonnet

Abattages de viande bovine

(t eq-carcasse et %)	décembre 2022	déc. 2022 / déc. 2021	cumul 2022	cumul 2022 / cumul 2021
Vaches en région	8 589	-1,9 %	92 335	-0,8 %
Génisses en région	3 595	-0,8 %	42 881	-2,3 %
Bovins mâles en région	2 538	-4,1 %	36 528	-0,8 %
Veaux de boucherie en région	1 575	-10,1 %	20 463	-3,4 %
Total viande bovine en région	16 296	-2,9 %	192 207	-1,4 %
Total viande bovine en France	113 199	-6,7 %	1 364 685	-4,6 %

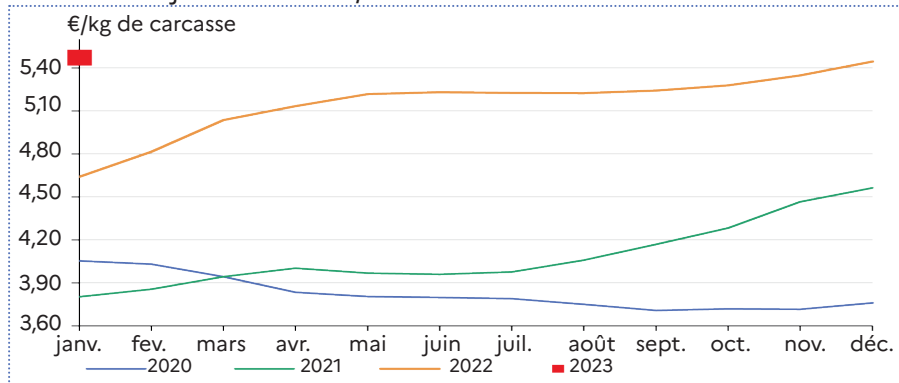
Source : Agreste / BDNI / données brutes non corrigées

Cotation des bovins finis entrée abattoir / bassin centre-est

(€/kg carcasse et %)	janvier 2023	janv. 2023 / déc. 2022	janv. 2023 / janv. 2022	janv. 2023 / moy. 5 ans
Vache viande R	5,38	=	+22,4 %	+38,8 %
Génisse viande R	5,41	-0,4 %	+21,9 %	+33,8 %
Jeune bovin viande U	5,47	+0,5 %	+17,9 %	+32,7 %
Veau rosé clair R	7,82	+1,5 %	+12,5 %	+18,4 %

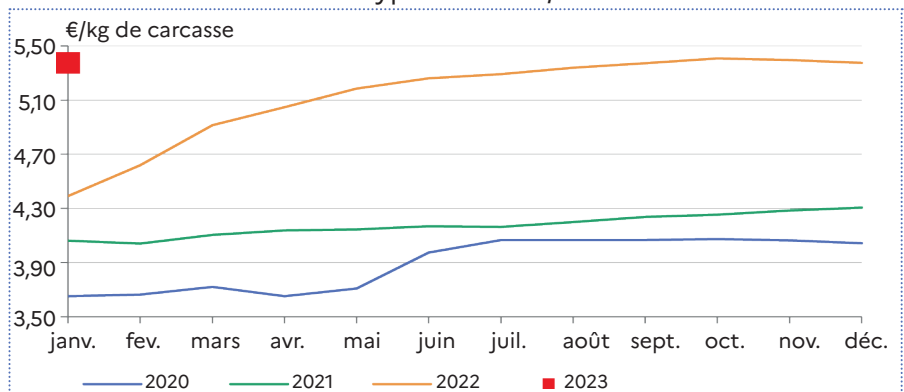
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin U / bassin centre-est



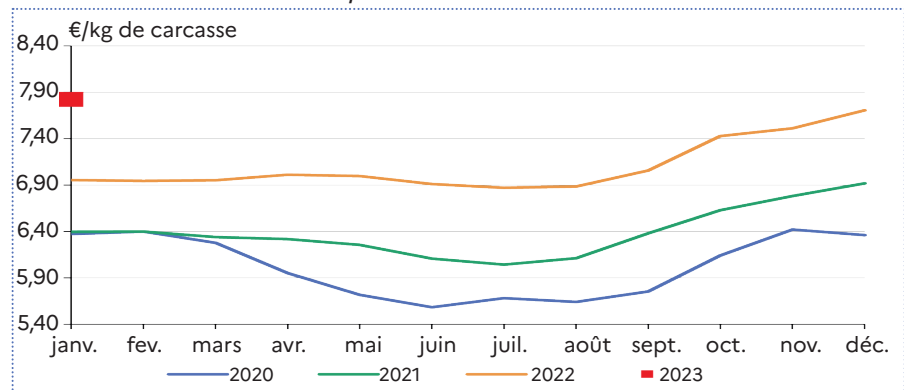
Source : FranceAgriMer

Cotation vache de réforme type viande R / bassin centre-est



Source : FranceAgriMer

Cotation veau rosé clair R / bassin centre-est



Source : FranceAgriMer

PORCINS - OVINS - VOLAILLES - LAPINS

Reprise de la hausse du cours du porc

Porcins

En décembre, les **abattages** régionaux et nationaux de porcs se replient de 4 à 5 % sur un an. Ils sont en retrait pour le 7^{ème} mois consécutif comparés à ceux de 2021. Les abattages français confirment un recul en 2022 par rapport à 2021.

Dans le contexte d'offre toujours limitée, les **cours** des principales places européennes sont à des niveaux élevés. Néanmoins, ils évoluent différemment selon les spécificités de chaque pays : stabilité en Allemagne dans un marché intérieur concurrentiel mais avec une production réduite, hausse en Espagne par manque d'offre et pour répondre aux besoins importants, baisse au Danemark en raison des difficultés à l'export.

La cotation du porc français repart à la hausse suite à des disponibilités réduites pour satisfaire les besoins des abatteurs lors des promotions de janvier. Dans ce contexte de faible offre, les groupements de producteurs freinent les ventes s'ils jugent que les prix proposés sont insuffisants, obligeant les abatteurs à revoir leur prix à la hausse.

Cette tendance haussière des cours se répercute dans le bassin Grand Sud-Est. Le prix gagne 3 % sur le mois. Avec 2,11 €/kg en janvier, la cotation dépasse de 41 % le niveau de 2022 et de 40 % celui de la moyenne 2018-2022, alors que les coûts de production restent élevés.

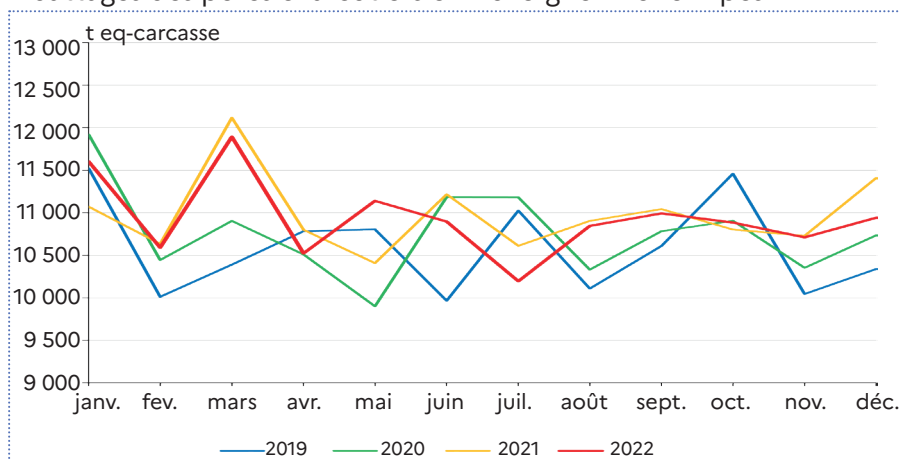
Les **importations** françaises de viande porcine reculent de 11 % en novembre sur un an avec la baisse d'achats de viande espagnole. Les exportations se replient de 5 %.

Abattages de porcs charcutiers

(tonne équivalent-carcasse et %)	décembre 2022	déc. 2022 / déc. 2021	cumul 2022	cumul 2022 / cumul 2021
Auvergne-Rhône-Alpes	10 942	- 4,1 %	131 218	- 0,4 %
France	178 448	- 4,9 %	2 091 427	- 2,4 %

Source : Agreste

Abattages des porcs charcutiers en Auvergne-Rhône-Alpes



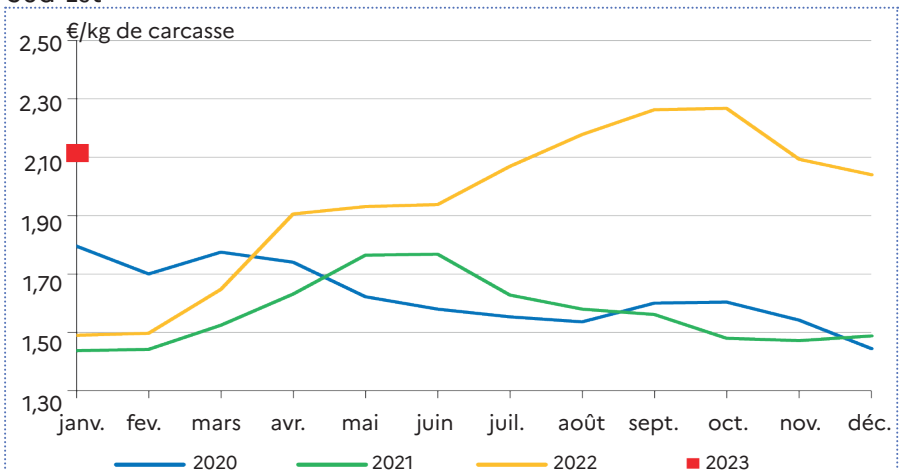
Source : BDNI

Cotation du porc charcutier - bassin Grand Sud-Est

(€/kg et %)	janvier 2023	janvier 2023 / décembre 2022	janvier 2023 / janvier 2022
Porcs charcutiers	2,11	+ 3,3 %	+ 41,4 %

Source : FranceAgriMer

Cotation du porc charcutier entrée abattoir classe S - bassin Grand Sud-Est



Source : FranceAgriMer

Ovins

Les **abattages** régionaux et nationaux reculent en décembre sur un an et par rapport à la moyenne quinquennale. La production nationale d'agneaux en 2022 est en retrait par rapport à l'an passé et à la moyenne quinquennale alors que l'approvisionnement des consommateurs français dépend en grande partie de l'importation.

Le marché de l'agneau est traditionnellement calme en début d'année. La **cotation** se replie chaque semaine de janvier. Cette baisse des cours est accentuée par les sorties des agneaux de lait Lacaune en janvier-février, qui déstabilisent les cours.

Avec 8,43 €/kg de carcasse en janvier, le cours de l'agneau cède 3 % sur le mois, tout en se maintenant à un niveau élevé de + 5,5 % sur un an et + 20 % par rapport à la moyenne quinquennale, dans le contexte de charges de production importantes. Cette baisse saisonnière des cours pourrait se poursuivre en février avec la fin des sorties des agneaux de lait Lacaune.

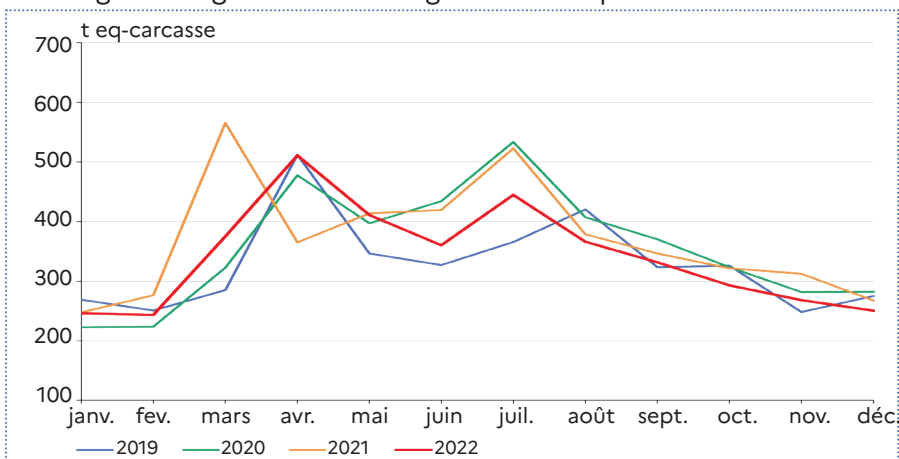
En novembre, les **importations** de viande ovine destinée au marché français progressent de 3 % par rapport à 2021, grâce à la hausse des achats de viande en provenance du Royaume-Uni (+ 9 %) et de la Nouvelle-Zélande (+ 22 %).

Abattages régionaux d'agneaux

(tonne équivalent-carcasse et %)	décembre 2022	déc. 2022/ déc. 2021	cumul 2022	cumul 2022 / cumul 2021
Auvergne-Rhône-Alpes	250	- 6,5 %	4 100	- 7,6 %
France	4 275	- 9,6 %	64 385	- 4,6 %

Source : Agreste

Abattages des agneaux en Auvergne-Rhône-Alpes



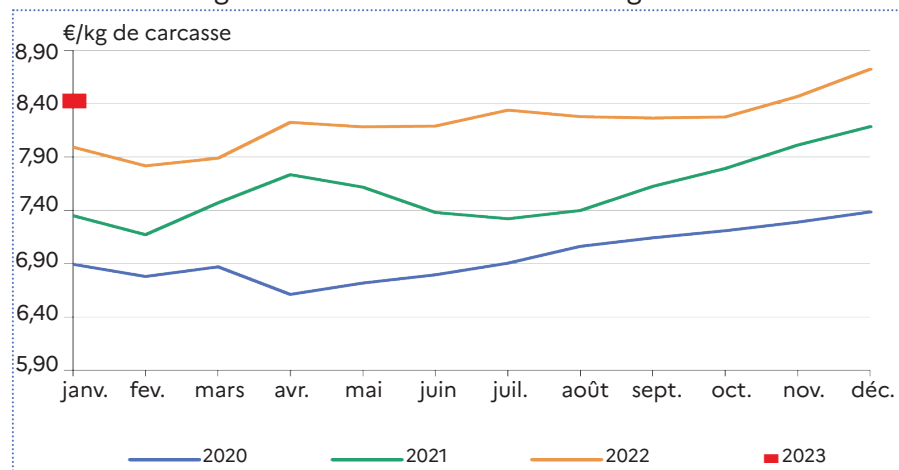
Source : BDNI

Cotations des agneaux couverts classe R 16-19 kg - moyenne des régions

(€/kg et %)	janvier 2023	janvier 2023/ décembre 2022	janvier 2023/ janvier 2022
Agneaux couverts classe R	8,43	- 3,4 %	+ 5,5 %

Source : FranceAgriMer

Cotations des agneaux couverts classe R 16-19 kg - entrée abattoir



Source : FranceAgriMer

Volailles

La propagation de l'**influenza aviaire hautement pathogène** (IAHP), se poursuit et 290 foyers en élevage sont confirmés au 31 janvier. 16 communes sont sous surveillance dans le Puy-de-Dôme en raison d'un cas avéré dans la Creuse, département limitrophe. Dans ce contexte de lutte contre l'extension de l'IAHP, les conditions de production du cahier des charges de l'AOP « Volaille de Bresse » / « Poulet de Bresse » / « Poularde de Bresse » / « Chapon de Bresse » et de l'AOP « Poulet du Bourbonnais » sont modifiées temporairement.

Les consommateurs ont réduit leurs achats de **volailles festives** pour les fêtes par rapport à 2021 suite à la diminution de leur pouvoir d'achat avec la forte inflation. La baisse des abattages en décembre (en nombre et tonnage) est perceptible aussi bien au niveau national que régional. Elle est plus marquée en pintades qu'en chapons et poulardes mais également visible en dindes, volaille plus lourde, devenue moins attractive.

Le marché des **œufs de consommation** traditionnellement calme après les fêtes, conserve une certaine activité grâce à une offre faible, puis s'active en fin de mois pour répondre à une demande croissante à l'approche de la Chandeleur de début février. Les prix sont fermes en gros et progressent de 4 % en moyenne au détail sur le mois.

Lapins

Les abattages nationaux de lapins sont en net recul en décembre par rapport à ceux de 2021. Avec 2,43 €/kg, la cotation reste ferme.

■ Fabrice Clairet

Abattages régionaux de volailles et lapins

(tonne équivalent-carcasse et %)	décembre 2022	déc. 2022/ déc. 2021	cumul 2022	cumul 2022 / cumul 2021
Total volailles	6 581	- 10,2 %	74 230	- 4,9 %
dont poulets et coquelets	4 772	- 10,9 %	67 955	- 5,4 %
dindes	290	- 5,7 %	1 628	+ 1,1 %
pintade	346	- 9,6 %	1 979	- 2,2 %
Lapins	13	- 20,7 %	213	- 12,2 %

Source : Agreste

Évolution des abattages de volailles festives en 2022

(tonne équivalent-carcasse et %)	Auvergne-Rhône-Alpes			France		
	décembre 2022	cumul 2022	part décembre/ 2022	décembre 2022	cumul 2022	part décembre/ 2022
Chapons, poularde	1 048	1 180	88,8 %	7 478	8 551	87,4 %
évolution/2021	- 9,8 %	- 2,1 %	98,0 %	- 3,4 %	- 3,8 %	88,7 %
Pintades (y.c. chaponnées)	346,2	1 979	17,5 %	4 300	21 641	19,9 %
évolution/2021	- 9,6 %	- 2,2 %	16,2 %	- 14,6 %	- 8,9 %	19,7 %

Source : Agreste

Filière volailles de Bresse

Le bilan 2022 de la commercialisation des volailles AOP de Bresse est correct même si ce n'est pas une des meilleures années compte tenu du contexte inflationniste des coûts de production. Les ventes lors des fêtes ont pu être pénalisées par la position des fériés les dimanches, synonyme d'absence de pont et de réduction du nombre de repas festifs. Des invendus de volailles de Bresse sont parfois constatés notamment à Rungis.

Les mises en place totales reculent de 5 % en 2022 comparées à 2021, et le nombre d'élevages diminue de 4 % sur la même période. Entre 2009 et 2022, le nombre d'élevages a baissé de 32 % alors que les mises en places totales ont reculé de 21 % dans le même temps. La taille moyenne des élevages s'est accrue de 16 %. Cette évolution traduit une concentration de la production par une réduction du nombre d'élevages plus importante que la baisse du nombre total de mises en place de poussins. Les prévisions des mises en places en 2023 seraient en baisse comparées à 2022.

Cette diminution du nombre d'exploitations avicoles s'explique par la difficulté des exploitants à trouver un repreneur dans un contexte parfois difficile (crise sanitaire, grippe aviaire, difficultés économiques).

Source : Comité interprofessionnel de la volaille de Bresse

Cotation Rungis

(€/kg et %)	janvier 2023	janvier 2023/ décembre 2022	janvier 2023 / janvier 2022
Poulet PAC* standard	3	=	+ 27,7 %
Poulet PAC* label	5,1	=	+ 21,4 %
Dinde filet	6,8	=	+ 23,6 %
Œuf M (53-63 g) cat. A colis de 360 (les 100 pièces)	15,50	+ 0,4 %	+ 71,1 %

Source : FranceAgriMer

* prêt à cuire

Cotation nationale du lapin vif

(€/kg et %)	janvier 2023	janvier 2023/ décembre 2022	janvier 2023 / janvier 2022
Lapin vif hors réforme départ élevage	2,43	+ 0,7 %	+ 11,2 %

Source : FranceAgriMer

